

Minister of Industry,
Science and Technology and
Minister for International Trade



Ministre de l'Industrie, des
Sciences et de la Technologie et
ministre du Commerce extérieur

Statement

Déclaration

93/41

TELLE QUE PRONONCÉE

INTERVENTION

DE

L' HONORABLE MICHAEL WILSON,

MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES

ET DE LA TECHNOLOGIE,

ET MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR,

À LA RÉUNION

DE L'OCDE AU NIVEAU DES MINISTRES

«LE SYSTÈME COMMERCIAL MULTILATÉRAL»

PARIS (France)
Le 2 juin 1993

Monsieur le président,

Nous avons vu au cours de nos débats ce matin que l'orientation de l'économie mondiale vers une croissance durable et la création d'emplois pose de formidables défis à nos gouvernements. Nous devons relever ces défis dans le contexte de la mondialisation croissante des activités économiques et de l'interdépendance toujours plus marquée de nos politiques économiques nationales et internationales.

Le commerce est un outil important de croissance et constitue l'élément moteur de la reprise dans un grand nombre de pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). À l'heure actuelle, rien ne pourrait renforcer davantage la confiance, pour favoriser l'expansion de l'économie mondiale, que l'achèvement de l'Uruguay Round, et permettez-moi de le préciser, sans engagement budgétaire. Pour l'heure, notre engagement de renforcer et de libéraliser le système de commerce multilatéral se bute à la complexité et à l'insolubilité apparente des principaux dossiers négociés à l'Uruguay Round. Cette situation est une source d'incertitudes quant à l'orientation générale des politiques commerciales et à l'avenir du système de commerce multilatéral à proprement parler. Pour donner un nouvel essor au commerce et à l'investissement, il faut supprimer les barrières commerciales et modifier les règles qui régissent nos relations économiques. Il est essentiel que tous les pays, quelle que soit leur taille, se montrent disposés à adopter ces règles.

La décision de l'Administration américaine de demander sans tarder la reconduction de son pouvoir de négociation et sa détermination à achever le Round avant le 15 décembre 1993 constituent des mesures positives. Nous sommes également heureux que les autres pays membres de l'OCDE aient exprimé leur volonté de voir aboutir rapidement les négociations du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

C'est là un élément d'importance vitale alors que le reste du monde compte sur notre profond réengagement et espère que nous réussirons à jeter les bases d'une reprise de l'ensemble du processus de négociation, à Genève, dans les plus brefs délais. Quelque 37 pays développés et en développement nous ont indiqué qu'il nous appartenait de faire preuve de leadership en dénouant l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations sur l'accès aux marchés. Nous avons entendu leur appel et, le mois dernier à Toronto, avons donné un nouvel élan aux négociations. Mes collègues représentant les États-Unis, la Communauté européenne, le Japon et moi-même avons accepté d'esquisser les grandes lignes d'un train de mesures globales et équilibrées sur l'ouverture des marchés. Cette initiative constituera la base d'une importante déclaration des Chefs d'État au sujet de l'Uruguay Round lors du Sommet de Tokyo en juillet.

Ces mesures devront comporter d'importants engagements de fond sur la libéralisation des services, dont les services financiers. Elles devront également permettre une réduction importante ainsi que l'harmonisation et la suppression des entraves tarifaires et non tarifaires qui touchent toutes les grandes catégories de biens — soit les produits manufacturés, les ressources naturelles et les produits agricoles.

Seul l'élargissement de l'accès aux marchés peut ouvrir des débouchés en matière de commerce et d'investissement susceptibles de stimuler une croissance économique durable et d'accroître notre capacité concurrentielle. Un tel programme incitera le secteur privé à appuyer la réforme du système du GATT. Il nous permettra aussi de nous assurer de la compatibilité des accords commerciaux régionaux et multilatéraux, favorisant la mise au point de politiques commerciales plus ouvertes sur l'extérieur.

Tout en prenant une part active à l'Uruguay Round, le Canada a conclu un accord de libre-échange avec les États-Unis et a négocié l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) avec la conviction que le régionalisme et le multilatéralisme ouverts étaient en quelque sorte les deux côtés de la même médaille. Les deux accords prévoient la réduction des obstacles entre les trois signataires sans ériger d'entrave supplémentaire à l'égard de nos autres partenaires. Loin de constituer un bloc commercial, l'ALENA est plutôt la clef de voûte d'une économie nord-américaine plus dynamique et d'un système d'échanges multilatéraux revalorisé.

Nous devons tous être prêts à nous atteler à la tâche. Les problèmes soulevés par le projet d'Acte final devront être réglés à l'automne, avec le moins de changements possibles, dans le contexte d'une entente globale et équilibrée à l'issue de l'Uruguay Round. L'Organisation multilatérale du commerce, parrainée par le Canada, qu'il est proposé de mettre sur pied aidera à assurer la mise en application efficace et cohérente des nouveaux arrangements commerciaux.

Monsieur le président, nous devons achever le Round si nous voulons maintenir la crédibilité de nos efforts. L'achèvement des négociations nous permettra de régler de nouvelles questions. Il n'existe pas de statu quo en matière de politique commerciale. Notre impuissance à trouver des solutions multilatérales aux problèmes qui commencent à voir le jour, ne peut qu'accroître la tentation d'en formuler hors du cadre de ce système.

L'OCDE est bien placée pour nous aider à mieux comprendre les questions intersectorielles en cause. La concurrence et l'investissement constituent de bons exemples. Le Canada a instamment prié l'OCDE d'effectuer une analyse exhaustive des grandes questions relatives aux instruments d'investissement. Ce travail doit tenir compte de la complexité du domaine. Nous

voulons nous assurer que les intérêts du Canada, en tant qu'État fédéral, seront compris et respectés.

Je suis heureux que l'OCDE ait rapidement élaboré des lignes directrices pour aider les artisans de nos politiques en matière de commerce et d'environnement à tenir compte des préoccupations légitimes de ces deux secteurs d'activité. Ces lignes directrices accroîtront la capacité des gouvernements à faire en sorte que les politiques commerciales et environnementales soient compatibles et se renforcent mutuellement.

Le Canada souscrit à ces lignes directrices. Pour progresser, nous devons analyser en profondeur les délicats problèmes toujours en suspens, dont il est en partie fait mention dans le Rapport du groupe d'experts. Ce groupe devrait, par exemple, examiner dans quelle mesure l'on peut s'assurer que les pays accepteront et respecteront les nouvelles obligations internationales dans le domaine de la protection de l'environnement. Dans ce domaine, comme c'est le cas pour nos efforts en matière de concurrence et d'investissement, nous pouvons compter sur le solide travail d'analyse et sur la démarche collégiale de l'OCDE afin de prendre, en notre qualité de Ministres, les bonnes décisions de principe.

C'est la capacité analytique et la démarche collégiale de l'OCDE qui ont été à la base de notre compréhension des dossiers et qui ont permis de formuler des solutions multilatérales concertées. La coopération internationale nous a jusqu'à maintenant mieux servis que les approches unilatérales et devrait nous guider à l'avenir.

Notre défi le plus urgent consiste à mener à bien les négociations du GATT. Nous devons cependant conclure l'Uruguay Round, une tâche déjà fort complexe, sans pour autant rendre les choses plus difficiles au fur et à mesure que de nouveaux sujets apparaîtront. Nous devons signifier à nos autres partenaires de l'Uruguay Round que nous sommes prêts à retourner à Genève dès cet été afin de parvenir à une entente véritablement mondiale et multilatérale.

En terminant, Monsieur le président, au moment de conclure avec succès l'Uruguay Round, nous devons tous songer avec respect à la formidable contribution de M. Arthur Dunkel dans la réalisation de ce dénouement historique.

Merci, Monsieur le président.